

La Mort de la Concentration Antifasciste italienne

Le 5 mai se réunissait, à Paris, le Comité Central de la Concentration Antifasciste italienne où il était décidé de prendre acte des délibérations du 27 avril de la dite Concentration. Les décisions du C. C. en arrivaient à proclamer la mort de la Concentration, après constatation de l'impossibilité de résoudre, sans rupture, les divergences qui s'étaient produites en son sein. Avant d'examiner la signification de ces divergences et la place qu'elles occupent dans l'évolution de la lutte des classes en Italie, il nous sera nécessaire de donner quelques sommaires explications à nos lecteurs français.

En 1926, le fascisme proclamait les lois exceptionnelles en Italie. Elles consistaient dans l'interdiction de tout parti non-fasciste, et aussi le renvoi devant un Tribunal Spécial composé, en dehors de la magistrature officielle, de représentants du parti et des organisations fascistes, de tous ceux essayant de reconstituer les partis interdits et dissous. Il s'ensuivit que les cadres dirigeants de toutes les formations républicaines, socialistes et communistes, émigrèrent à l'étranger où s'exprima désormais l'activité politique de ces partis. Bien plus que l'émigration russe d'avant-guerre, l'émigration italienne allait vivre une situation où la coordination entre l'activité des militants d'Italie et leur direction à l'étranger, ne s'établissait pas au travers d'une délégation politique transmise d'Italie et confiée à la direction étrangère, mais bien par une expansion de l'activité politique décidée à l'étranger, puis transmise en Italie. Et encore faudra-t-il considérer la disproportion considérable existant entre le matériel de propagande accumulé à l'étranger et sa réelle diffusion au sein du mouvement italien. Cette caractéristique de ce dernier, qui s'est vérifiée également pour l'Allemagne et l'Autriche, jointe à d'autres particularités, nous permet d'affirmer que la situation, que notre émigration connaît, n'a qu'une ressemblance de forme avec les situations connues par l'émigration russe, au sein de laquelle les positions politiques étaient adoptées par le comité à l'étranger, mais où la liaison avec la Russie pouvait se faire sur la base d'une répercussion réelle de ces positions sur les mouvements des masses. La réaction tzariste n'est qu'une image très pâle du fascisme allemand, italien et autrichien qui, en quelques jours de domination, auront à leur acquis plus de massacres que le tzarisme en des dizaines d'années, et dont la réelle signification historique réside dans une pénétration terroriste et politique au sein des masses d'exploités, afin d'empêcher par une violence systématique, qu'elles puissent reprendre la moindre conscience de leurs positions spécifiques de classe.

En 1927, en Italie, se produisit une manifestation bien nette de la confluence du fascisme et de la démocratie. Après la proclamation des lois exceptionnelles, l'état-major réformiste des organisations syndicales proclama son attachement au régime fasciste. Il s'agissait-là, c'est évident, d'un moment dans l'évolution de la société capitaliste, d'une manifestation de confluence entre des expressions politiques contradictoires du capitalisme : de son aile d'extrême droite et d'extrême gauche, d'une manifestation qui se vérifia dans d'autres pays et dans des situations différentes lorsque le prolétariat, passant à l'attaque de l'édifice capitaliste, trouva toutes les forces de la bourgeoisie groupées autour de sa pointe d'extrême gauche, pour la défense du régime menacé par la révolution prolétarienne. En Italie, la concentration de toutes les forces capitalistes autour de l'extrême droite fasciste, se fit au moment où le prolétariat arrivait au terme de sa désagrégation, en tant que classe, et quand le capitalisme estima le moment venu pour supprimer toute expression directe, ou même indirecte, d'opposition au régime.

C'est au centrisme que revient, en Italie, le mérite d'avoir gaspillé l'occasion représentée par cette conjonction de forces bourgeoises pour le développement qui

aurait pu être d'importance, de la lutte prolétarienne. Ainsi, en présence du passage ouvert de cadres importants de la social-démocratie vers le fascisme, et de la poussée de groupes prolétariens vers le parti communiste, le centrisme décida d'aiguiller ces profondes réactions prolétariennes, non vers le communisme, mais dans une direction tout à fait opposée, devant favoriser le sauvetage de la social-démocratie. La tactique du parti à cette époque fut une modification radicale de son ancienne position syndicale consistant à agir pour l'adhésion de la Confédération générale du Travail à l'Internationale Syndicale Rouge et de se considérer, du fait du passage des dirigeants syndicaux au fascisme, comme la nouvelle direction syndicale de la C.G.T. et de demander à l'Intern. d'Amsterdam de la reconnaître.

Le parti s'enlevait ainsi la possibilité de marquer l'évolution ultérieure des événements italiens de cette clarté surgie du cours des événements et de la promulgation des lois exceptionnelles. Il ne pouvait plus montrer la signification réelle de la culbute de la social-démocratie au fascisme, en février 1927, car il s'était montré incapable de diriger les réactions issues de ce fait au sein du prolétariat, en considérant, par contre, comme la quintessence de la stratégie communiste l'obtention de la reconnaissance de la nouvelle direction syndicale par l'Internationale d'Amsterdam. Cet épisode prouve qu'un événement qui ne fut qu'un instant, au point de vue du temps dans le processus des luttes en Italie, mais qui au point de vue politique pouvait représenter une étape importante, resta sans signification dans l'évolution politique qui se déroula par après, parce que le parti fut incapable de donner une réponse politique en correspondance avec la précipitation des événements se vérifiant immédiatement après la promulgation des lois exceptionnelles.

A l'étranger le centrisme commença par orienter le parti dans une direction profondément opposée à l'évolution des courants politiques en Italie. Ce fut d'abord la direction de la droite du parti, de Tasca, qui aujourd'hui a rejoint le social-réformisme. A cette époque la position du P. C. est le front unique de tous les partis « antifascistes », mais il ne parviendra qu'à obtenir l'adhésion passagère du parti maximaliste italien (1), ce qui le déterminera ensuite à effectuer une série de manœuvres avec les formations dites de gauche : socialistes, maximalistes, pour la constitution d'organismes de front unique. Ces derniers furent surtout champ fertile pour les provocations du fascisme. Cependant le P. C. I. se trouvait dans l'impossibilité d'appliquer une politique de droite à l'époque, car les événements italiens, loin de pouvoir être abordés avec des formulations et des positions politiques équivoques, telles celle du « front unique antifasciste », exigeaient une politique nettement communiste. Mais, d'autre part, une pareille politique ne pouvait être appliquée par le parti italien amputé de sa base représentée par notre courant de gauche. Il s'ensuivit donc une confusion inextricable, mettant le centrisme dans l'impossibilité de réaliser sa politique de droite : créer une alliance antifasciste.

A cette époque, le parti réformiste prend l'initiative et constitue la « Concentrazione Antifascista », à laquelle vont adhérer le parti socialiste, le parti maximaliste, le parti républicain, le tronçon des cadres dirigeants syndicaux ayant passé à l'émigration, tout en continuant à s'appeler Confédération Générale du Travail et en dernier lieu la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen. Le programme initial de la concentration fut évidemment extrêmement confus : on y trouve la revendication de l'Assemblée Constituante, de la République, on y considère que les forces pouvant agir pour la réalisation d'un tel programme peuvent être recherchées dans la classe bourgeoise et provenir d'elle aussi bien que du prolétariat à qui on fera une concession purement formelle, en lui attribuant le plus grand poids dans le développement des situations en Italie. En bref, la « concentration » c'est la formule de la « révolution antifasciste » basée sur la perspective de l'épuisement du fascisme, sur son impuissance à résoudre les problèmes économiques et politiques du pays, épuisement provenant aussi du mécontentement de la classe capitaliste elle-même, se ressaisissant après l'éclipse subie en tombant dans le piège des brigands et des vampires fascistes, c'est-à-dire de personnes n'ayant rien à voir avec

(1) Parti maximaliste : résidu de l'ancien parti socialiste italien après la fondation du parti communiste, et le départ des réformistes en 1922.